



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Dares**

• **Déchiffrer** le monde du travail  
pour **éclairer** le débat public

# Les conséquences de la loi pour le plein emploi sur les statistiques d'inscrits à France Travail

Assemblée plénière du CRIES d'Île-de-France  
17 décembre 2025

# La loi pour le plein emploi affecte les statistiques des inscrits à France Travail à partir de janvier 2025

## Inscription systématique à France Travail

- Des demandeurs du RSA et des bénéficiaires du RSA
- Des jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales (CEJ, PACEA)
- Des personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi

## Diagnostic commun et orientation par les opérateurs du réseau pour l'emploi

- Orientation dans trois nouveaux parcours d'accompagnement : professionnel, socio-professionnel et social
- Signature d'un contrat d'engagement unifié avec des engagements réciproques

## Nouveau système de contrôle et sanctions des demandeurs d'emploi

- Contrôle rénové de la recherche d'emploi géré par des plateformes dédiées
- Décret relatif aux sanctions des demandeurs d'emploi mis en œuvre en juin 2025 :
  - Fin des radiations automatiques dès le premier manquement
  - Nouveau régime de sanctions graduées et proportionnées (« suspension-remobilisation »)

# Principales recommandations du groupe de travail du CNIS

## Groupe de travail du Cnis de décembre 2023 à juin 2024

- Partenaires sociaux, Dares, Insee et SSP, DGEFP, Cnaf, France Travail, UNML, experts, associations,...

## Publication du rapport N°166 du Cnis en septembre 2024

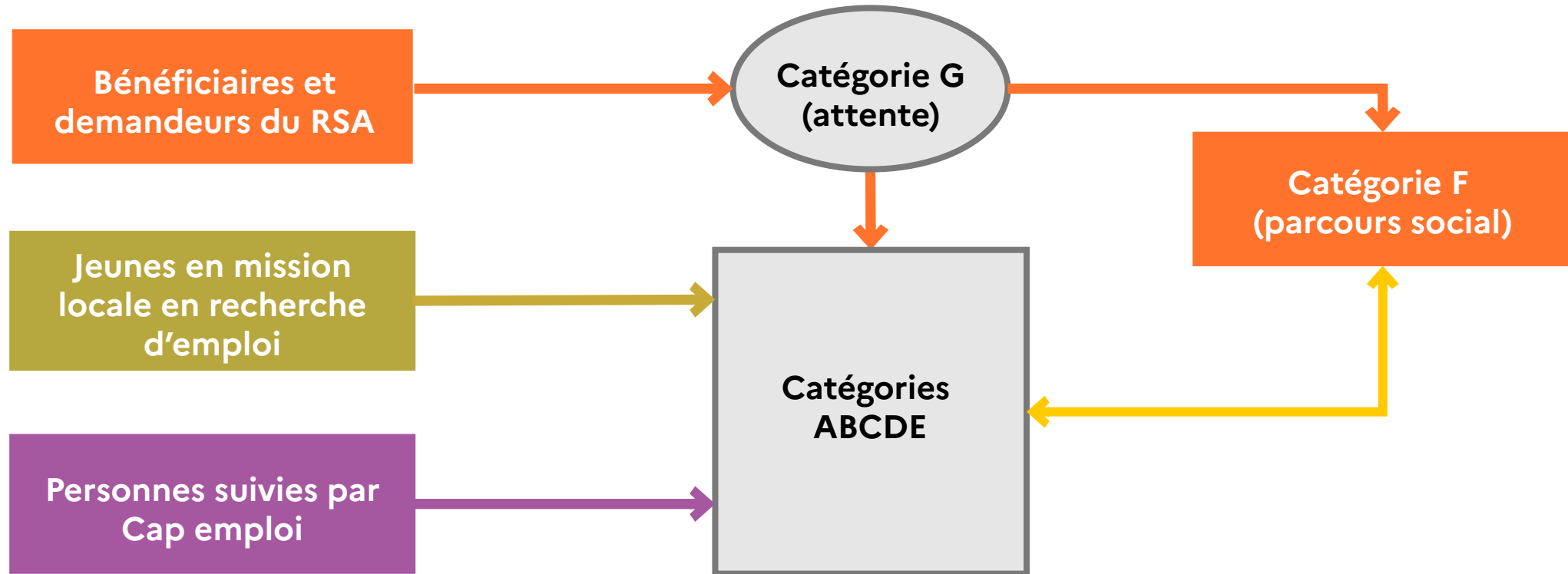
- [Conséquence de la mise en place de la loi « pour le plein emploi » sur les statistiques de demandeurs d'emploi](#)

## Créer 2 nouvelles catégories statistiques pour mieux répertorier les publics ciblés par la loi

- **Catégorie F** pour les personnes en parcours social
- **Catégorie G** pour les bénéficiaires et les demandeurs du RSA en attente d'orientation

## Publier des séries complémentaires pour faciliter l'interprétation des données

# Parcours des publics concernés par l'inscription systématique à France Travail



# Evolution de la procédure d'actualisation depuis le 1<sup>er</sup> janvier

## Dispense d'actualisation

- Pour les nouveaux inscrits non-indemnisables en attente de signature de leur contrat d'engagement
- Pour les bénéficiaires du RSA en attente d'orientation (en catégorie G) ou orientés en parcours social (en catégorie F)

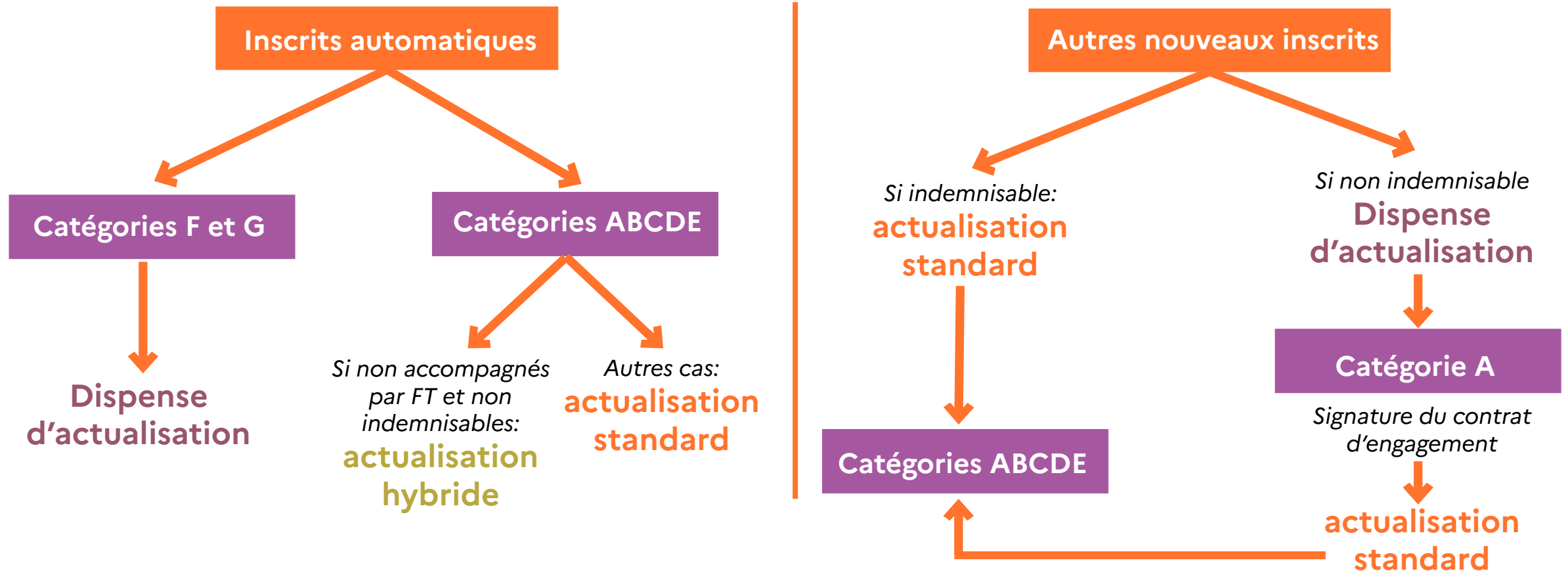
## Actualisation hybride

- Pour les nouveaux publics non accompagnés par France Travail et non indemnisables
- Un défaut d'actualisation ne rompt pas l'inscription à France Travail ni l'accompagnement en cours
- Comptabilisés uniquement dans les flux d'entrées et de sorties des listes de France Travail

## Actualisation standard

- Pour les demandeurs d'emploi indemnisables ou accompagnés par France Travail (y compris nouveaux publics)

# Evolution de la procédure d'actualisation depuis le 1<sup>er</sup> janvier



# Les inscrits à France Travail fin octobre 2025 : nouveaux publics

837 800

inscrits en catégorie G fin octobre

Dès fin janvier, près de 700 000 individus ont été inscrits et comptabilisés en catégorie d'attente.

Certains dossiers restent en attente de traitement

Enjeu d'interconnexion des SI de France Travail et des conseils départementaux

230 500

inscrits en catégorie F fin octobre

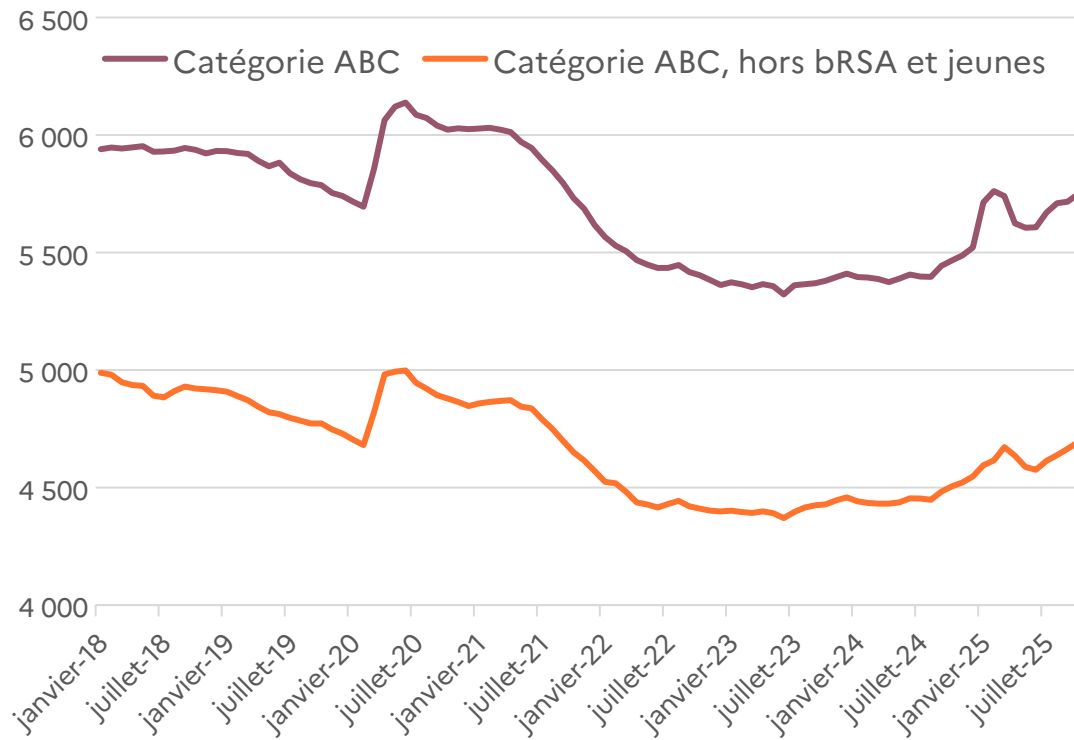
Montée en charge des entrées en parcours social.

Accompagnement par les conseils départementaux, à destination des publics confrontés à des **freins au retour à l'emploi**

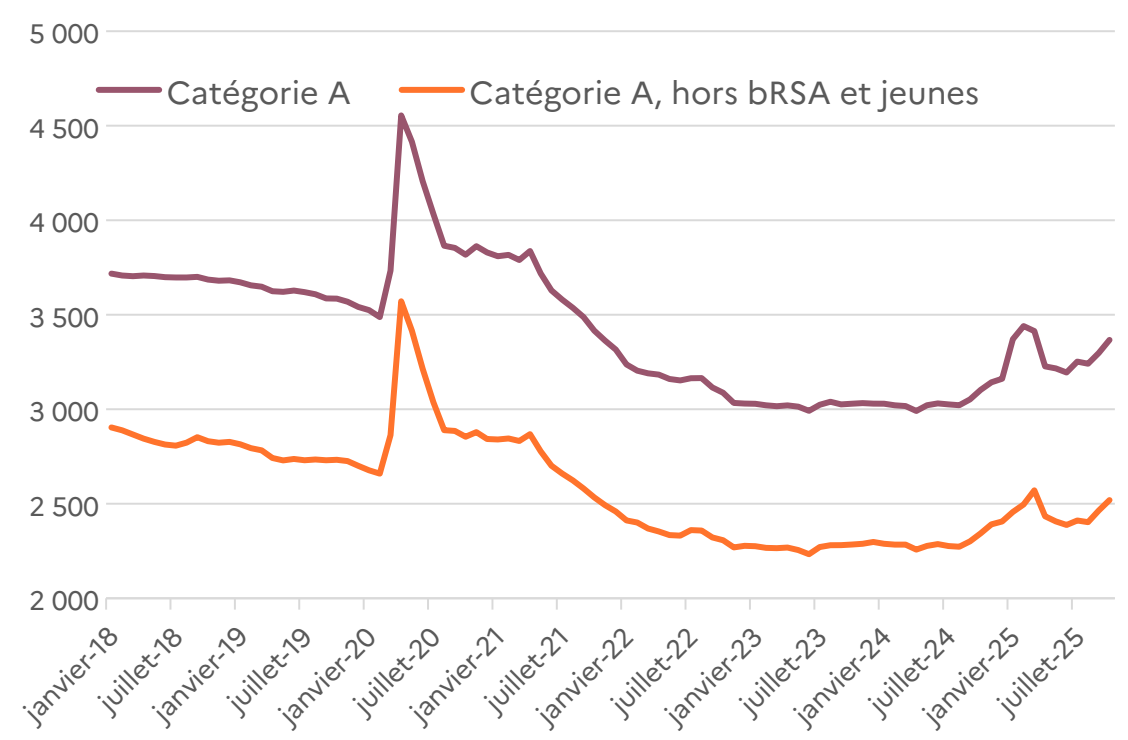
# Séries hors nouveaux publics inscrits automatiquement

Séries CVS-CJO, France entière.

## Catégories ABC



## Catégorie A





# Le décret relatif au nouveau régime de sanctions

- Entré en vigueur **en juin 2025**, ce décret met fin aux radiations automatiques dès le premier manquement
- En **octobre 2025**, **2 200 sorties des catégories A, B, C** à la suite d'une radiation, contre **45 000 en moyenne au 1er trimestre 2025**.
- Constitution **d'un contrefactuel pour assurer la comparabilité des évolutions** par rapport à la période antérieure au décret
- En l'absence de décret, le nombre d'inscrits aurait été moins élevé de l'ordre de 127 000 en octobre en catégories A, B, C et 98 000 en catégorie A.

## Résultats du 3<sup>e</sup> trimestre 2025 pour les catégories historiques

	Catégorie A	Catégories ABC
Champ complet	3,3 millions +1,6 %	5,7 millions +1,5 %
Hors bénéficiaires du RSA et jeunes	+0,7 %	+0,8 %
Hors bénéficiaires du RSA et jeunes, hors décret sanctions	-1,0 %	-0,3 %

Source : France Travail-Dares, STMT

Note : Niveaux moyen au T3 2025 et évolutions par rapport au T2, données CVS-CJO.

# Des enjeux de communication

Publication trimestrielle simplifiée avec des indicateurs complémentaires pour commenter l'évolution conjoncturelle du marché du travail

Communication transparente auprès des utilisateurs

- Avertissements explicites concernant les évolutions.
- Outil de datavisualisation mis à jour sur le site de la Dares

Communication pédagogique auprès des médias

- Conférence de presse en février 2025 pour expliquer les évolutions statistiques engendrées par la LPE avant la publication des chiffres du 1<sup>er</sup> mois
- Communiqué de presse
- Point presse en avril 2025 pour accompagner les journalistes dans la lecture des chiffres du 1<sup>er</sup> trimestre



# Des reprises presse qui montrent une bonne compréhension des évolutions, même si la confusion entre chômage et inscription à FT persiste



**Hausse du chômage (catégorie A) au 1er trimestre, "fortement affectée" par des changements de règles, 28 avril 2025**



**L'augmentation du nombre de chômeurs en catégories ABC estimée à +1,3 % au 1er trimestre 2025, 28 avril 2025**



**Hausse modérée du nombre de chômeurs en France, 28 avril 2025**



**Non, le nombre de chômeurs n'explose pas... mais il augmente, 28 avril 2025**

# Une diffusion de l'information à l'échelle régionale

## Mise à disposition d'une information statistique fine sur le [site internet de la Dares](#) :

- Chaque mois, les séries par région, département et zone d'emploi, déclinées selon les caractéristiques des inscrits
- Une fois par an (T4), les séries de DEFM A et ABC par commune

## La Dares transmet des statistiques locales aux services régionaux du ministère

- Le réseau des **Services « études statistiques évaluation » (Sese)** utilise cette information pour analyser la prise en charge des demandeurs d'emploi sur leurs territoires
- Les Sese sont le relai de la diffusion de cette information auprès des acteurs locaux
- Communication des avertissements et précautions d'interprétation déclinées à l'échelon territorial

## Pour en savoir plus

- [Les inscrits à France Travail \(données mensuelles\)](#)
- [Les inscrits à France Travail \(données trimestrielles\)](#)
- [Conséquences de la mise en place de la loi pour le plein emploi sur les statistiques de demandeurs d'emploi](#), rapport du Cnis N°166, septembre 2024